

**Gabriel Vadnaï, Laure Politis, *La solidarité juive,
200 ans d'action sociale. Du Comité de bienfaisance
israélite de Paris à la Fondation Casip-Cojasor***

Paris, Somogy éditions d'art/Fondation Casip-Cojasor, 2010, 120 p., 25 €.

Mustapha Harzoune



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3934>

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2017

Pagination : 194-195

ISBN : 978-2-919040-38-4

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mustapha Harzoune, « Gabriel Vadnaï, Laure Politis, *La solidarité juive, 200 ans d'action sociale. Du Comité de bienfaisance israélite de Paris à la Fondation Casip-Cojasor* », *Hommes & migrations* [En ligne], 1317-1318 | 2017, mis en ligne le 01 avril 2017, consulté le 08 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3934>

LIVRES

transit ». L'exemple du peuplement des HLM des Canibouts à Nanterre montre comment, dès 1960, la question des quotas est débattue au sein des pouvoirs publics sur fond d'idéologie « assimilationniste ». Globalement, les premiers logements HLM accueillent des familles de la classe moyenne, une partie des mal-logés locaux français, ainsi que des rapatriés d'Afrique du Nord. Le statut des HLM ainsi que leur image auprès des Français évoluent après 1970, l'État poussant, dans une nouvelle politique volontariste, à l'accueil de populations plus modestes,

constituées pour une grande part d'immigrés. La résorption s'achève au cours des années 1970 en laissant toutefois ouverte la question globale du logement social dans les banlieues.

Cette passionnante radiographie d'une politique d'État est enrichie de nombreuses données statistiques. Le lecteur bénéficie en fin d'ouvrage de deux index (noms de lieux et noms de personnes) et d'annexes constituées d'une chronologie et de neuf textes législatifs et réglementaires rédigés entre 1902 et 1974...

[Pierre-Jacques Derainne](#)



**Gabriel Vadnaï,
Laure Politis**
**La solidarité juive,
200 ans d'action
sociale. Du Comité
de bienfaisance
israélite de Paris
à la Fondation
Casip-Cojasor**

Paris, Somogy éditions
d'art/Fondation
Casip-Cojasor,
2010, 120 p., 25 €.

Ce livre richement illustré présente 200 ans de solidarité juive prodiguée par le Comité de bienfaisance israélite de Paris (CBIP) – né en 1809, devenu le Comité d'action sociale de Paris (Casip) en 1963 – et le Comité juif d'action sociale et de reconstruction (Cojasor) – issu de la Résistance. Les deux structures fusionnent en 2000 dans la fondation éponyme. Deux siècles de cha-

rité, de philanthropie et de travail social ancrés dans l'antique *Tsedaka*, principe religieux de l'aumône et de la justice au fondement des traditionnelles *hévrot*, ces confréries chargées de collecter et de redistribuer les donations des fidèles. Deux siècles « pour insérer dans la société française les familles les plus pauvres et les immigrés les plus démunis » (200 000 Juifs européens entre 1906 et 1939, 28 820 survivants de la Shoah en 1947 et 1948 et 75 000 transitaires, 10 000 Juifs égyptiens, 23 000 Juifs d'Afrique du Nord...).

Avec l'émancipation, la solidarité change d'échelle et se déploie ou se systématise, jusqu'à aujourd'hui, une dimension holistique en ce sens qu'aucun secteur de l'existence, aucun âge n'est oublié : depuis l'aide alimentaire jusqu'à la santé des retraités en passant par le logement ; depuis la formation jusqu'à la recherche d'emploi, en passant par l'aide aux devoirs ou l'aide

juridique. Ces actions s'appuieront sur la constitution d'un important patrimoine immobilier : écoles, orphelinats, hôpitaux, foyers... En 2010, la fondation comptait 435 salariés pour un budget de 33 millions d'euros, au service de 20 000 usagers. Cette réussite repose sur une organisation quasi entrepreneuriale née de ce que, dès l'origine, des hommes d'affaires et des hommes politiques ont mis « *leur talent et leur notoriété au service du comité* ». Il ne faudrait pas que « *l'arbre Rothschild* » empêche de voir « *la forêt de donateurs moins célèbres* » comme l'écrit Catherine Nicault (Archives Juives, vol. 44, n° 1, 2011). En effet, les « *philanthropes* » sont nombreux ; les sources de financement mobilisent dons, mais aussi legs, collectes, levées de fonds, tombolas, etc. ; les collaborations – des administrateurs ou des salariés – constituent souvent les engagements d'une vie. Ces deux siècles montrent l'équilibre, subtil, pragmatique, entre l'adhésion à la nation et à la République, et la promotion d'une vie communautaire juive. Le 25 mars 1962, Alain de Rothschild, alors président du Comité, déclarait : « *Il est utile que nous fassions un effort pour assurer la survie de nos coreligionnaires qui arrivent d'Afrique du Nord, ne serait-ce que*

pour les empêcher de se dissoudre et de disparaître. » Dans ce qu'en traduit l'expérience juive, l'assimilation n'a rien à voir avec le modèle français. Restent les efforts et les actions pour respecter, renforcer même, les équilibres du vivre ensemble. Jusqu'à inciter les familles à ce que « *leurs logements soient toujours en parfait état de propreté* ». Jusqu'à « *souhaiter diriger [...] vers d'autres pays* » les Juifs roumains aux mœurs « *archaïques* » ou les Juifs russes qui, « *grisés par la liberté* », n'auraient « *plus de morale, de religion, ni de frein* ». Bien sûr, l'antisémitisme menace...

Les membres du Comité « *incitent les immigrés venus d'Europe de l'Est à adopter rapidement la langue, les mœurs et la culture de leur pays d'accueil* ». Tiens ! Tiens ! Autre enseignement : la solidarité juive fait de l'emploi « *le premier pas vers l'intégration* ». L'emploi, mais aussi l'action sociale et la culture. Dernière leçon : en matière d'entraide et de justice (la fameuse *Tsedaka*), un principe s'impose : « *la cigale est supérieure à la fourmi* » ! Oui, cette histoire pourra alors constituer un exemple pour « *tous ceux qui veulent faire progresser l'humanité* », dixit Éric de Rothschild, président de la fondation.

M. H.